SUD QUOTIDIEN - N° 10017
DU LUNDI 26 OCTOBRE 2026

SPORTS

WEEK END DES LIONS

Nicolas Jackson signe un retentissant doublé, Boulaye Dia enchaîne

Auteur d'un doublé, Nicolas Jackson a guidé Aston Villa à une belle victoire contre Manchester City (2-1), ce samedi 24 octobre, lors de la 8e journée de Premier League. Avec quatre buts, l'attaquant des Lions devient le meilleur buteur de son club. Son coéquipier en sélection Boulaye Dia est également resté dans la bonne dynamique enclenchée depuis le début de saison avec Rennes. Quelques journées après son premier doublé, l'attaquant sénégalais a enchaîné hier, dimanche en marquant un précieux but face à Strasbourg, son 4e en championnat de Ligue 1.

Nicolas Jackson a été élu homme du match après la belle victoire de son équipe contre Manchester City (2-1). L'international sénégalais a guidé son équipe en signant le doublé pour le compte de la 8e journée de Premier League. Il se signale dès la 8e minute en profitant d'une erreur de la défensive de Manchester City pour ouvrir le score. Les Skyblues réussiront à égaliser quelques minutes avant la deuxième période. Cette fois encore c'est l'international sénégalais Ilimane Ndiaye qui s'illustre en délivrant une passe décisive pour le but d'Erling Haaland (52e min). La suite sera finalement une affaire sénégalaise.

Les Villans se reposent encore sur Nicolas Jackson pour arracher la victoire à la 90e minutes suite à une passe décisive de son coéquipier en sélection, Ibrahima Mbaye. Avec ce succès, Aston Villa met fin à la série de 7 victoires de Manchester City. Avec ce deuxième doublé sous les couleurs d'Aston Villa, Nicolas Jackson, porte à quatre son nombre de réalisations en championnat et de prendre seul la tête du classement des buteurs de son club en Premier League et sept buts toutes compétitions confondues. Son compère en sélection, Boulaye Dia, poursuit également sa bonne dynamique enclenchée depuis son arrivée à Rennes en provenance de la Lazio en forme de poker. L'attaquant sénégalais a surgi à la 34e minute pour ouvrir le marque. Un but validé par la VAR, ouvre la voie aux Rennais qui s'imposeront finalement sur le score de 3 à 0. Boulaye Dia porte désormais son compteur à 4 buts dont un doublé.

OMAR DIAW

CANOË-KAYAK-COUPE DU PRÉSIDENT DU CNOSS

La jeunesse sportive célébrée à Ngor

La commune de Ngor a vibré ce samedi 24 octobre 2026, au rythme de la Coupe du Président du CNOSS. Le festival a honoré sa vocation d'ouverture avec la participation remarquable de la Gambie, engagée avec 9 athlètes venus se mesurer aux compétiteurs locaux. La compétition s'est disputée sous la forme de courses en ligne particulièrement disputées. Des catégories benjamins jusqu'aux séniors, en passant par le parracanoë, les athlètes ont rivalisé de maîtrise technique pour décrocher les meilleures places sur le podium. C'était en présence de nombreux spectateurs et invités. Selon la note reçue des rédacteurs, les courses ont été très relevées. «Cette édition 2026 restera gravée dans les mémoires comme une formidable vitrine de la course en ligne et du dynamisme du mouvement sportif local ». Des catégories benjamins jusqu'aux séniors, en passant par le parracanoë, les athlètes ont fait étalage de toute leur puissance et de leur maîtrise technique pour décrocher les meilleures places sur le podium. Mouhamadou Ngagne Diop (Guet Ndar/ Mali) et Jacques Sambou (Bakau Aquatic/Gambie) en catégorie Benjamins ; Babacar Ndiaye (Ngor Kayak Club) et Tirou Bi (Mame Lena Touré) en minims, Mathias Badji (Anse Sportif Club) et Anta Mbaye (Tirou Bi) en catégorie cadette, Pape Abdou Diongue (Tirou Bi)i et Mame Thierno Diania (Guet Ndar/ Mali) en junior, M. Mourtada Seck (Guet Ndar) et Sandra Cruz (Ville, de Dakar) en senior, Babacar Diop (Ste Louis Handicap) ont sorti vainqueurs des différentes courses. Le festival a été sous le haut patronage de Mamadou Diagna Ndiaye, Président du CNOSS, sous la présidence de Monsieur Ady Fall, Président de la Fédération Sénégalaise de Canoë Kayak a été rehaussé par la présence effective de Monsieur Magueye Ndiaye, Maire de la commune de Ngor, cet événement d'envergure parrainé par Monsieur Libasse Seck. Mais aussi par la participation active de plusieurs autres partenaires stratégiques, tels que les représentants de CFAO Motors et de Canal +, ainsi que de M. Madop Mbengue, Directeur Général de l'Ecole Asselar, dont l'implication illustre l'importance de l'alliance entre éducation et sport.

OMAR DIAW

« DESINFORMATION, DEMOCRATIE ET ENJEUX DE STABILITE ET DE SECURITE »

Quand l'IA rend la manipulation informationnelle moins chère, du Sahel à l'Europe

Deepfakes, réseaux de faux médias, chatbots contaminés. Un rapport conjoint du centre de recherche Timbuktu Institute – African Center for Peace Studies, et de l'Institut d'études politiques de l'Académie polonaise des sciences Intitulé "Désinformation, démocratie et enjeux de stabilité et de sécurité : quels défis partagés entre le Sahel et l'Europe ?", compare les campagnes de manipulation (FIMI) qui visent le Sahel et l'Europe. Les auteurs dudit rapport y voient une même mécanique. Les récits étrangers ne prennent que lorsque des relais locaux s'en emparent. Et l'intelligence artificielle fait chuter le coût de l'opération.

PAR ALIOUNE BA *

Le 10 septembre 2025, dix-neuf drones russes pénètrent l'espace aérien polonais pendant une frappe massive contre l'Ukraine. Des chasseurs de l'OTAN en ont abattu plusieurs. D'après Reuters, un pays membre de l'Alliance a tiré pour la première fois, depuis le début de l'invasion à grande échelle. Il n'y a pas eu de victime, mais, au même moment, une deuxième attaque se jouait sur les écrans. Le jour même, le centre polonais de surveillance de la désinformation, NASK, a recensé plus de trente récits manipulés distincts. Pour les uns, le gouvernement de Kiesil pas la vérité et l'armée était sans défense, et pour les autres, il s'agissait d'une provocation ukrainienne destinée à entraîner la Pologne dans la guerre. Les messages reprenaient en boucle un modèle polonais qui signifie « ce n'est pas notre guerre ».

L'institut polonais des affaires internationales, après avoir analysé les comptes à l'œuvre, s'est rendu compte que certains dormaient depuis l'époque où ils diffusaient des messages anti-vaccins. D'autres parlaient jusque-là de sport ou d'économie puis, soudain, se sont passionnés pour les drones. Autre détail troublant : les récits sur la « guerre contre les citoyens » étaient en ligne avant même la violation de l'espace aérien.

Cette scène ouvre la partie européenne du rapport Intitulé "Désinformation, démocratie et enjeux de stabilité et de sécurité : quels défis partagés entre le Sahel et l'Europe ?". La partie sahélienne aurait pu commencer à Ouagadougou, à Bamako ou à Niamey, mais les deux équipes de chercheurs arrivent à un constat proche. La désinformation n'invente presque rien. Elle s'accroche à des colères qui existent déjà et les oriente.

AU SAHEL, UNE JEUNESSE CONNECTÉE MAIS PEU PROTÉGÉE

L'espace sahélien est fragile. L'Union africaine compte environ 400 millions de jeunes de 15 à 35 ans sur le continent, et l'Afrique de l'Ouest a l'une des populations les plus jeunes du monde. Elle a adopté très vite les réseaux sociaux et les messageries. L'éducation aux médias, elle, n'a pas suivi.

Les chercheurs décrivent une séquence que Timbuktu Institute observe régulièrement. Un contenu clivant circule sur une messagerie. La polarisation sépare les communautés qui vivent déjà avec fragilité. Il remet en cause l'Etat, la CEDEAO ou les partenaires étrangers. Puis il prépare le terrain au repli identitaire et à la légitimation des régimes militaires tout en décrédibilisant l'Etat de droit et la démocratie. Les médias russes ont compris ce mécanisme. RT et Sputnik mettent en avant les thèmes de société qui interpellent le plus et accusent surtout l'Occident, la France et les États-Unis d'être à l'origine de la pauvreté et de l'insécurité. Après le coup d'État de 2021 au Mali, des vidéos animées ont montré des soldats français en zombies, ou un rat français pillant une maison. La Dépêche les a documentées en janvier 2023.

LE VIDE LAISSÉ PAR LES MÉDIAS SUSPENDUS

Le problème s'aggrave avec la fermeture de l'espace médiatique. Après leurs coups d'État respectifs, les trois pays de l'Alliance des États du Sahel ont suspendu tour à tour RFI, France 24, TV5Monde, la BBC et l'AFP. En mai 2025, selon l'ONG ARTICLE 19, le Niger a interdit neuf médias internationaux. Le pays a aussi remplacé son Conseil supérieur de la communication par un Observatoire national et suspendu la Maison de la presse. Au Burkina Faso, les autorités ont enrôlé de force des journalistes critiques et les ont envoyés au front.

Le phénomène dépasse l'ARS. Au Sénégal, un arrêté d'avril 2025 a ordonné la cessation d'activités de 381 organes de presse pour non-conformité réglementaire, d'après la Deutsche Welle. En Guinée, Le Monde rapporte que France 24 a été interdite de diffusion à la mi-septembre 2026. Un présentateur avait qualifié Mamadi Doumbouya de « président putschiste ».

Les auteurs pointent un effet pervers. Quand les médias traditionnels sont jugés partisans ou muselés, la confiance ne disparaît pas. Elle migre vers les réseaux sociaux, où les rumeurs s'installent plus facilement. Le Reuters Institute avait déjà observé ce report de confiance dans son Digital News Report 2023.

UN BUDGET, DES TARIFS, DES CIBLES

L'influence russe en Afrique ne fonctionne pas comme un émetteur central. On y trouve trois étages. En haut, des médias d'État comme RT et Sputnik. Au milieu, des structures informelles à qui Moscou délègue certaines tâches. En bas, des relais locaux qui adaptent les messages. Après la mort d'Evgueni Prigojine en 2023, l'État russe a absorbé l'appareil développé par Wagner et ses fermes à trolls. L'agence Africa Initiative a pris le relais. En juin 2025, le service français VIGINUM lui a consacré un rapport technique conjoint avec les diplomaties britannique et européenne.

LIRE SUITE PAGE 9

SUITE DE LA PAGE 8

Début 2026, un consortium de journalistes réunissant Forbidden Stories, The Continent, All Eyes On Wagner, openDemocracy et Stories a publié 1 431 pages de documents internes d'Africa Politology. Selon les journalistes, cette structure née dans l'orbite de Prigojine serait passée sous le contrôle du renseignement extérieur russe, le SVR. Les auteurs du rapport en retiennent des chiffres précis. Un budget de 7,3 millions de dollars sur dix mois. Trente-quatre « spécialistes » répartis dans quinze pays. Des fonds qui transitent par des sociétés écrans. Rien qu'en août 2024, 340 000 dollars auraient servi à placer 516 articles et vidéos dans des médias africains, à un tarif de 250 à 700 dollars pièce. Plus de 5 000 dollars visaient spécifiquement le Sénégal.

Ces documents sont des comptes rendus internes. Leurs auteurs avaient intérêt à gonfler leurs résultats auprès de leurs commanditaires. RFI, associée à l'enquête, signale que certains paiements n'ont pas pu être confirmés et que plusieurs personnes citées démentent avoir été rémunérées. Les chiffres montrent pourtant une chose difficile à contester : la propagande est devenue un service facturé à l'article.

DES RELAIS QUI PARLENT LA LANGUE DU PUBLIC

Un point revient souvent dans le texte. L'influence étrangère marche mieux quand des voix locales la traduisent dans un langage familier. Des militants et activistes ont porté le discours sur la souveraineté africaine et le néocolonialisme. Le Département d'État américain les a associés à des réseaux liés à la Russie.

Les autorités elles-mêmes participent. Au Niger, le général Tiani a accusé la France de préparer une invasion. Au Mali, des responsables ont accusé Paris de soutenir des groupes terroristes. Les auteurs parlent de « coproduction » des récits. Moscou amplifie plus qu'elle ne remplace. Il devient alors très difficile de distinguer une opération coordonnée d'une simple adhésion locale.

Les conséquences se voient dans la rue. Après le coup d'État de 2022 au Burkina Faso, des manifestants ont attaqué l'Institut français de Ouagadougou. Au Nigeria, pendant la présidentielle de 2023, le Center for Democracy and Development a relevé des mots-clés manipulés et de faux comptes. Il a aussi documenté des traductions volontairement trompeuses et des enregistrements truqués. Les outils électoraux numériques n'ont pas empêché ces manœuvres.

L'IA, MULTIPLICATEUR PLUTÔT QUE NOUVELLE MENACE

C'est sur l'intelligence artificielle que le document devient le plus parlant. Ses auteurs refusent d'en faire un danger à part. Pour eux, l'IA générative amplifie des faiblesses déjà présentes. Les deepfakes et les contenus synthétiques coûtent moins cher à produire. Ils circulent plus vite. Ils peuvent viser des publics différents avec des versions adaptées. Le Timbuktu Institute a consacré à ce sujet une étude publiée en septembre 2026 sur le conflit malien, intitulée « Algorithmes en guerre ».

Les chercheurs reprennent aussi la notion de « dividende du menteur », formulée en 2019 par les juristes américains Robby Chesney et Danielle Citron. Plus les faux circulent, plus il devient facile de rejeter une preuve authentique en la qualifiant de montage. Une vidéo réelle d'exactions peut ainsi être balayée d'un revers de main.

En Europe, les chiffres confirment la tendance. Le quatrième rapport du Service européen pour l'action extérieure (SEAE) sur les manipulations de l'information, publié en mars 2026, a analysé 540 incidents survenus en 2025. Ils impliquaient environ 10 500 chaînes et sites. Le SEAE en attribue 29 % à la Russie et 6 % à la Chine. Plus d'un incident sur quatre (27 %) faisait appel à l'IA : textes générés, voix synthétiques, vidéos truquées. Six scrutins ont été ciblés en 2025, dont la présidentielle roumaine. Les autres se tenaient en Allemagne, en Pologne, en Roumanie, en Moldavie et en République tchèque.

QUAND LA PROPAGANDE VISE LES MACHINES

Une évolution plus discrète inquiète les auteurs. Les spécialistes l'appellent « LLM grooming ». L'idée est simple. Au lieu de convaincre des lecteurs, on inonde le web de contenus prorusses pour qu'ils soient repris par les robots d'indexation, puis repris par les assistants conversationnels. En mars 2025, NewsGuard a testé dix grands chatbots. Ils reprenaient les fausses affirmations du réseau Pravda dans 33 % des cas.

La cible n'est donc plus seulement l'internaute. C'est aussi l'outil auquel il pose ses questions. Pour un lecteur de Dakar ou de Varsovie qui interroge un assistant sur la guerre en Ukraine ou la présence militaire française, la contamination est invisible.

LE MÊME SCÉNARIO, DES PERSONNAGES NATIONAUX

Pendant la campagne des élections européennes de 2024, le réseau Doppelgänger a cloné des sites de grands journaux comme Le Parisien ou La Stampa. Il a utilisé le « typosquatting » : une adresse presque identique à l'originale, à une lettre près. Les opérateurs postaient ensuite les liens vers ces faux articles en commentaire, sous les publications des vrais médias.

La politologue Agnieszka Cianciara a étudié les récits diffusés dans les vingt-sept États membres. Derrière leur apparente diversité, elle relève un schéma unique. Le méchant change peu : « Bruxelles » ou le gouvernement national. La victime est taillée sur mesure. En Pologne, ce sont les Polonais supposément moins bien traités que les réfugiés ukrainiens. En Allemagne, les ménages étranglés par le prix de l'énergie. En France, les agriculteurs. Le héros est souvent un parti d'extrême droite local qui vante ses bonnes relations avec Moscou. De même, Timbuktu Institute travaille depuis 2022 à travers son Observatoire des réseaux sociaux sur les techniques d'ingérence et de manipulation étrangères de l'information qui accroissent les risques d'instabilité au Sahel.

Le texte compare le processus au blanchiment d'argent. Le récit, est d'abord placé sur un site qui masque son origine. Il passe ensuite par des intermédiaires sans lien apparent. Il finit repris par de vrais utilisateurs ou des médias crédibles, jusqu'à devenir un élément ordinaire du débat. Côté sahélien, on parle de coproduction. Côté européen, de blanchiment narratif. Les deux équipes décrivent le même moment : celui où un acteur national donne à un récit étranger sa légitimité.

MOINS DE PERSUASION, PLUS D'USURE

Les campagnes changent-elles les votes ? Les auteurs restent prudents. Les études publiées dans Nature en 2023 et 2024 peinent à établir un effet direct sur le choix électoral. Les auteurs décrivent plutôt une usure. La désinformation conforte des convictions déjà acquises. Elle rend suspecte toute parole officielle. Elle nourrit une polarisation affective, faite d'hostilité envers l'autre camp plus que de désaccord sur les idées. Elle peut aussi pousser à l'abstention.

Au Sahel, où la confiance envers les institutions est faible, l'effet est plus lourd. Une rumeur d'attaque peut devenir la preuve d'une menace généralisée. Une accusation contre un responsable peut se transformer en accusation contre toute sa communauté. Dans les zones où les groupes armés transforment déjà les conflits locaux en conflits identitaires, ce glissement peut coûter des vies.

CE QUE L'EUROPE A APPRIS

L'Union européenne a construit depuis 2015 un dispositif en couches successives. Une veille assurée par les unités de communication stratégique du SEAE et un système d'alerte rapide relié aux capitales. Des obligations imposées aux très grandes plateformes par le règlement sur les services numériques (DSA) et le règlement sur l'IA. Des sanctions contre les opérateurs étrangers. Des programmes d'éducation aux médias.

Les pays membres avancent à des rythmes très différents. Seules la France, avec VIGINUM, et la Suède, avec son Agence de défense psychologique, disposent d'un système centralisé et d'un service spécialisé. Le cas français intéresse les auteurs pour ses garde-fous : un mandat limité aux ingérences étrangères, l'analyse des sources ouvertes et un comité éthique et scientifique indépendant. L'objectif est d'écarter le soupçon de « ministère de la vérité ».

La Pologne fournit le contre-exemple. Le bureau du plénipotentiaire contre la désinformation, créé en 2022 auprès du Premier ministre, a été dissous fin 2023. Il avait participé à des campagnes contre l'opposition de l'époque. Pour les auteurs, c'est exactement ce qu'il faut éviter : une institution perçue comme partisane détruit la confiance qu'elle devait protéger.

Ils accordent une place au « prebunking ». Plutôt que de démentir après coup, on montre à l'avance les techniques de manipulation, comme un vaccin. Une étude conduite dans douze pays de l'UE avant le scrutin de 2024 conclut que la méthode fonctionne, avec des effets modestes. Sur Instagram, une vidéo de 19 secondes a aidé de jeunes Britanniques à repérer la manipulation émotionnelle, sur un petit échantillon.

UNE LEÇON À ADAPTER, PAS À COPIER

Les auteurs du rapport mettent en garde contre toute tentation de copier le modèle européen. Le DSA suppose des institutions indépendantes et des recours effectifs. Certains pays suspendent déjà des médias au nom de la lutte contre la propagande. Une loi « anti-fake news » peut y servir très vite à faire taire les critiques.

Des initiatives régionales existent. En 2025, treize États ouest-africains ont adopté à Praia, sous l'égide de l'UNESCO, un cadre stratégique pour l'intégrité de l'information à l'horizon 2036, selon ONU Info. Le consortium de vérificateurs BLOC Anti-Fake a été lancé la même année à Abidjan. Ces efforts manquent de financement, surtout pour l'éducation aux médias. Les médias indépendants restent fragiles et les plateformes modèrent encore mal les contenus en langues ouest-africaines.

Ses recommandations vont dans ce sens. Un mécanisme permanent d'alerte entre l'UE, l'Union africaine et la CEDEAO, mobilisable en période électorale. Une modération des plateformes dans les langues nationales. Un soutien durable aux radios communautaires et aux vérificateurs locaux. Des programmes de recherche codirigés par des chercheurs africains et européens. Et une règle de base pour toute suspension de média ou tout retrait de contenu. Il faut une loi claire, une mesure proportionnée et un recours possible devant un juge.

La partie sahélienne s'ouvre sur une phrase de Stendhal : « Presque tous les malheurs de la vie viennent des fausses idées que nous avons sur ce qui nous arrive. » Leur conclusion est plus terre à terre. Corriger les faux ne suffit pas. Il faut aussi des médias indépendants auxquels on peut encore croire.

ALIOUNE BA
SPÉCIALISTE EN ETHIQUE DE L'IA